

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLEINE ET ENTÈRE
DE LA PENSÉE.TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN I^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



**Les Citoyens de Paris sont priés,
après avoir lu cette feuille, de l'expé-
dier à leurs correspondants et amis
des départements.**

PARIS, 30 MARS.

CITOYENS,

Les événements se pressent dans le monde ; ils semblent se ralentir chez nous. Le char de la République, mis sur la pente du progrès, ne demande qu'à obéir à la loi qui l'entraîne ; et nous, nous avons l'air de nous attacher à lui par derrière, pour arrêter sa vitesse par notre force d'inertie, crainte qu'il ne fasse un pas de plus.

Nous touchons à tout, nous n'en finissons avec rien ; nous avançons d'un pas, nous reculons de deux. Nous voulons organiser le travail, question immense et qui demande au moins six mois de discussion ; nous commençons par nous y prendre de manière à le désorganiser complètement. Nous abattons et faisons table rase, avant d'avoir élevé, à côté de l'édifice condamné, un édifice au moins provisoire qui puisse nous mettre à l'abri des éventualités. Au lieu de tenir, d'une main ferme et sûre, les guides du char républicain, nous les abandonnons à l'aventure ; et de telle sorte qu'à droite et à gauche chaque petite ambition croit pouvoir se flatter d'attirer la direction vers ses vues politiques ou vers ses intérêts personnels.

Chaque faction se berce d'illusion d'après telle ou telle de vos phrases, qui lui semble plus ou moins énigmatiquement favorable ; à telle métaphore, le conservateur reprend ses airs de quietisme ministériel et de satisfaction quand même et à tout prix ; à telle autre la régence met le nez à la fenêtre, pour flairer un petit bout de portefeuille ; à telle autre tel légitimiste sort à moitié son drapeau de son vieux fourreau ; à telle autre le républicain franc et loyal, mais toujours si facile à se laisser tromper par les apparences, lui qui n'a jamais su tromper personne, à telle autre, dis-je, cet homme de cœur et de parole par excellence, se dépouillant un instant de sa vigilance soupçonneuse, se repose sans crainte sur la foi des serments, comme si la foi des serments ne l'avait pas souvent, depuis cinquante ans, entraîné dans un piège tendu aux libertés publiques.

Les élections auraient pu se faire franchement au bout de dix jours ; elles eussent été le produit d'un enthousiasme universel, comme le droit de suffrage ; les candidats eussent été proclamés par acclamation ; les mauvaises passions, les intérêts de clocher, les conspirations salariales par l'or de ce corrupteur que la main du peuple a jeté à la porte, ou par l'or des rois étrangers, toutes ces machinations infernales qui se liguent de temps à autre contre les conquêtes de l'humanité, tout cela se trouvait alors écrasé et aplati à la minceur d'une feuille de papier, par cet élan spontané comme la voix d'un seul homme, et absolu comme l'inexorable voix de la vérité.

Quel autre résultat plus beau et plus doux à nos cœurs avons-nous donc voulu obtenir, en reculant le jour des élections de semaine en semaine ?

Avez-vous voulu sonder l'opinion publique ? Mais l'opinion publique ne s'est-elle pas assez manifestée à cœur ouvert ? Avez-vous douté du républicanisme de la France ? Mais voyez donc le républicanisme universel ? Est-ce qu'alors que tout le monde adopte la République, la France, ce cerveau du monde, cette avant-garde du progrès, cette maîtresse intelligente des peuples, la France, par un mouvement rétrograde, se montrerait tout à coup disposée à se mettre, lentement et indécise, à la suite du mouvement ? Allons donc ! celui qui soutiendrait pareille chose, proférerait une insulte à la France. La France est désormais incarnée à la République ; elle est la chair de sa chair, les

os de ses os. La monarchie est impossible en France, sous quelque masque qu'elle se présente ; elle a été mise à la porte avec des formes si dédaigneuses, si caustiques, si humiliantes dans leur *laissez-passer*, qu'elle n'a plus, il faut bien le lui dire, une parcelle d'espoir, pour venir revêtir chez nous ses oripeaux. On peut bien ressusciter de ses cendres ; jamais on n'a pu ressusciter du mépris. Le personnage de Cassandre ne trône plus que sur la parade du boulevard.

Tout le monde comprend aujourd'hui que la République seule est appelée à réaliser ces idées de progrès, de gloire et de bonheur qui, depuis soixante ans, germent dans toutes les âmes de ce bas monde ; la République seule est capable d'étouffer l'anarchie dans les bras de la fraternité, de conjurer la guerre civile par le suffrage universel et par le respect que professe la minorité envers le résultat, expression du vote de l'immense majorité.

Nul n'aurait donc le droit de croire qu'en reculant l'époque des élections, on ait flâté par là des espérances chimériques et impossibles, sur le retour de la moindre parcelle de la forme que le temps abat de sa faux rapide comme l'éclair sur la surface du monde ; non, mille fois non, personne ne le croit, personne n'y pense ; car depuis la Révolution du 24 février, on voit très-peu de fous à lier dans les rues de la capitale ; on voit très-peu de gens qui s'amuse à rêver le doux plaisir de se voir pourchasser, de barricade en barricade, avec un simple manche à balai, une fois tous les quinze ans jadis, et tous les trois mois désormais.

Pourquoi donc avez-vous reculé les élections ?

Serait-ce dans des intérêts de camaraderie et dans le but de faire arriver à l'Assemblée nationale des amis imbus de vos idées administratives, et partisans de telle ou telle modification qu'il vous plairait d'apporter à la forme immuable de la République ?

Ceci ne constituerait pas une conspiration, nous en convenons, mais un enfantillage, qui serait bien vite démoli par le seul effet du ridicule de sa prétention.

Est-ce que vous pensez donc que s'il n'y avait en France de vrais républicains que nous et nos anciens amis, la République aurait pu tenir seulement vingt-quatre heures ? La République tient depuis plus d'un mois, parce qu'elle a été amenée par la force des choses, qu'elle imprègne l'air que nous respirons, le sol qui nous supporte, la lumière qui nous éclaire, la conscience qui nous unit tous dans les mêmes vues de concorde, dans le même but de réorganisation.

Ainsi, pas de catégories, disons le mot, pas de coteries ; les coteries ne peuvent se justifier que comme conspirations ; et dans une République, les conspirations ne sauraient être, ou bien que des trahisons, au profit de l'étranger, et il n'y a plus d'étranger en Europe, ou bien des coalitions pour la curée des dignités et des places ; et ces coalitions fondent comme la cire dans l'urne des élections.

Vous vous méfiez donc de quelque chose que vous ne voulez pas nous dire ? Dites-nous-le sincèrement. La monarchie a des raisons d'État, des secrets de diplomatie ; la République n'a que des propositions à soumettre au vote des électeurs ; et l'électeur, c'est tout le monde.

Les listes n'étaient pas prêtes, nous répondez-vous ? Mais à qui la faute, si ce n'est à vous ? Est-ce qu'avec une volonté plus arrêtée, ces listes n'auraient pas pu être complètes en trois ou quatre jours ?

Quand on veut le but, on trouve bien vite les moyens, au haut de cette sommité où le hasard vous a placés ?

Non, vous n'avez pas deviné les ressources intarissables de votre position ; vous avez douté de votre puissance à tout obtenir dans les limites de votre mission ; vous vous êtes méfiés de la masse de la nation, en vous jetant à corps perdu dans les bras de vos camarades d'enfance ; pour deve-

nir apte à représenter la République sur les divers points du pays, il a fallu s'être déjà présenté quelquefois à vous avant votre avènement à la dictature provisoire du gouvernement républicain. Votre devoir vous était autrement tracé par votre nouvelle devise ; et au lieu de tant élire dans le plus profond secret, la République aurait gagné et immensément gagné, à ne se voir représentée d'abord que par des hommes préalablement soumis à une enquête suffisante, à défaut d'élection.

Avec de tels employés les choses auraient marché bien vite ; l'Assemblée nationale, cette ancre de salut pour la confiance et le crédit, l'Assemblée nationale aurait pu être élue dans la quinzaine.

En vous voyant forts, l'industrie n'aurait pas douté de sa propre force ; le commerce aurait rouvert ses comptoirs au crédit, et l'atelier, ses portes à ces travailleurs qui, avec tant de résignation, font une grève affligeante pour tout le monde ; le papier eût pris la valeur du numéraire, garanti par le retour dans nos mœurs de la vieille probité commerciale, et endossé par l'État, devenu le directeur d'une assurance mutuelle générale.

Mais au lieu de marcher comme un seul homme, vous, réunion d'éléments hétérogènes, d'opinions disparates, de prétentions et de goûts antipathiques les uns aux autres, de rivalités, de vœux et de regrets même, à force de tirailler dans le sens de vos vues diverses les rênes de l'État, vous avez fini par rendre l'État immobile.

Or, sur ce sol encore mouvant, tout mouvement d'arrêt est un mouvement rétrograde ; il fallait bien peu de forces pour faire avancer le char, il en faut beaucoup pour le tirer de l'ornière ; si vous l'enrayez afin de l'empêcher de reculer encore, vous l'enrayez en même temps pour l'empêcher d'avancer. En avant, et toujours en avant, c'est la seule manière d'agir en République, quand on ne veut pas s'attendre à se voir débordés et relégués sur les derrières de la marche, comme gens sans idées, sans allure, et qui n'ont plus la force d'aller au pas.

Citoyens du Gouvernement provisoire, voulez-vous mériter la sympathie de vos frères, abandonnez dès aujourd'hui vos errements ; ils font le malheur de la France et la tristesse des vrais républicains. Vous n'êtes pas unis ; prenez le peuple pour juge de vos différends ; appelez-en à sa volonté générale. Que ceux d'entre vous qui ne voudraient que d'une République avec des institutions monarchiques se retirent ; une pareille République est aussi impossible que la monarchie ; leurs vœux ne seront jamais exaucés ; les caisses de l'État ne s'épuiseront plus pour les petits soupers d'un château, pour les bals d'un château, pour les soirées royales d'un simple petit particulier ; l'aisance qui enrichit remplacera le luxe inintelligent qui ruine. D'autres mœurs créeront d'autres plus douces fêtes, d'autres plus purs plaisirs. Le dévouement à la place des jouissances ! le dévouement céleste jouissance ! toute la République est dans ce mot.

Admettez-vous la définition ? restez, et que tout soit oublié. La repoussez-vous ? partez.

Partir, est un dévouement comme un autre ; la patrie vous en saura gré.

Entre ces deux partis, si quelques-uns d'entre vous en couvaient un troisième dans l'esprit, la patrie et Dieu les maudiraient, et ces malédictions sont pires qu'un remords de conscience ; elles grossissent et grossissent sans cesse, du sens inverse du bien que de telles pensées auraient eu pour but d'empêcher. Quel horrible spectacle pour Cain, s'il avait vu ressusciter son frère, et croire et embellir, là tout juste à côté de lui. C'est fort ce que je vous dis ; mais que voulez-vous ? la République est une nature forte, et qui permet ce langage-là.

Aux citoyens Gardes Nationaux des communes formant la circonscription de la 3^e Légion de la Banlieue (rive gauche de l'arrondissement de Sceaux).

Citoyens et Camarades,

Au commencement du mois de mars, le bureau des élections préparatoires de l'arrondissement de la Glacière vint me prévenir que la commune m'avait, à l'unanimité, présenté à la candidature du grade de colonel de la légion.

Je répondis que j'acceptais cette marque d'estime de la part de la commune, et que j'en conserverais le souvenir dans mon cœur; mais que j'aurais accepté, avec la même gratitude, cette preuve de sympathie, qu'elle me fût donnée sur les galons de caporal ou sur les épaulettes de colonel; parce que, devant les devoirs sacrés qu'impose la patrie, tous les grades sont égaux, qu'ils imposent tous de sévères devoirs et ne confèrent plus de privilèges.

Seulement je dois vous déclarer, ajoutai-je, que je ne ferai rien pour appuyer, par moi ou mes amis, ma candidature. J'accepterai tout, je ne solliciterai rien.

Une réunion générale des délégués de toutes les communes ayant eu lieu dans le salon de Tonnelier, chaussée du Maine, le jeudi 22 mars, je ne comparus pas. Mais la réunion presque entière demanda par acclamation ma candidature, et un certain nombre de citoyens électeurs se mirent en course pour m'amener au milieu de l'assemblée. Là je fis ma profession de foi, républicaine et désintéressée. « Si vous avez, dis-je, un meilleur républicain que moi à placer à votre tête, nommez-le, je l'embrasserai à deux cœurs. Mais ne me remplacez au moins que par un républicain. » Je répondis à toutes les interpellations, même aux interpellations malveillantes dont les membres de l'assemblée avaient déjà fait justice; je me retirai ému des marques de sympathie que l'assemblée me prodigua.

Depuis ce moment, je ne sais quel mauvais génie s'est déchainé dans tous les clubs de la circonscription électorale, pour y vomir, sous la même forme, les plus dégoûtantes et les plus incompréhensibles inculpations contre un homme qui ne s'est pas permis une syllabe d'attaque contre son concurrent. Indignés de ces grossièretés indignes d'hommes d'honneur, les divers clubs m'ont invité à me présenter à leur tribune, pour y venir confondre les calomnieux. Choisy-le-Roi, Vitry, Vanvres, Vaugirard, barrière Fontainebleau, ont pris l'initiative à cet égard. Mais où trouver le temps et les forces nécessaires, dans ce tourbillon où la voix de la patrie m'a jeté, pour me rendre successivement dans les diverses communes de la circonscription, d'ici au jour des élections générales?

Dans cette impossibilité, il a été convenu avec le club de Vaugirard, qu'une convocation nouvelle aurait lieu à la chaussée du Maine, chez Tonnelier, demain vendredi, à trois heures.

Nous invitons donc nos concitoyens de toutes les communes à se faire représenter dans cette réunion par une délégation suffisante. Que la calomnie s'arme là de toutes ses pièces; quant à moi, sans haine et sans rancune, je m'appliquerai de nouveau à opposer toute une vie de probité et de dévouement à la cause, à ces attaques dont nul n'ignore ni la source ni le but, et dont tous les bons citoyens s'indignent, plus que je ne le fais moi-même.

A vendredi donc, à trois heures, chez Tonnelier, chaussée de Maine.

Salut et fraternité!

F.-V. RASPAIL.

CENTRALISATION.

Il ne faut pas abuser de ce mot; il n'est pas un principe.

L'unité administrative n'est pas la centralisation.

La République est une et indivisible; mais elle ne sera rien moins que centralisée dans les mains du pouvoir exécutif.

Une pareille République serait une dictature; et, en temps de paix, malheur au peuple qui en viendrait à une dictature.

Le pouvoir exécutif est un centre, où convergent, et correspondent entre eux, tous les pouvoirs administratifs des circonscriptions communales.

Chaque circonscription est souveraine pour décider de ce qui concerne ses intérêts locaux, tant que ces intérêts ne se trouvent pas en lutte et en opposition avec les intérêts d'une autre circonscription.

Le pouvoir exécutif n'intervient dans la discussion municipale que pour l'éclairer, et jamais pour l'entraver. S'il y a conflit d'intérêts, il en avertit les parties intéressées; il les invite à nommer leurs arbitres, et à vider à l'amiable le différend. Dans le cas où l'intérêt de la commune serait en désaccord avec les sentiments d'un nombre considérable

de communes, le pouvoir en référerait à l'Assemblée nationale; car il s'agirait alors d'un intérêt général.

Mais, dans tous les autres cas administratifs, l'intervention du pouvoir central n'est qu'une entrave, et rien de plus; et en République, où tout fonctionne pour produire, une entrave est un vol à la production générale.

Voyez que de frais d'administration inutiles, une fois que vous aurez supprimé le contrôle si inutile et si souvent incompetent du pouvoir central sur les intérêts de la localité.

Les liens administratifs de la grande famille seront établis, par la nomination d'un délégué communal auprès de l'arrondissement, d'un délégué d'arrondissement auprès du département, et d'un délégué de département correspondant avec le pouvoir central. Ces délégués seront payés aux frais de leurs délégations spéciales.

La commune aura deux impôts: l'un local, pour faire face aux besoins de la circonscription communale, et l'autre général, pour faire face aux dépenses de la République; et ces dépenses ne s'élèveront pas bien haut.

Les impôts locaux seront votés par tous les citoyens de la commune.

Les impôts généraux, par l'Assemblée des représentants du pays.

Voilà pour la paix.

En temps de guerre, l'Assemblée élit un généralissime qui est dictateur sur le champ de bataille, mais responsable après le combat. L'Assemblée l'encourage et le surveille, mais ne l'entrave pas.

Ceci, du reste, ne doit être pris que comme article transitoire. Car la guerre s'en va avec les rois; ce qui n'empêchera pas notre brave armée de donner peut-être un bon coup de main à la cause imprescriptible de la liberté des peuples; et puis retour au foyer, couronnés de la main de la patrie!

Avis aux Étudiants de Paris.

Il y a étudiants et étudiants. Une grande et immense fraction émane du peuple et est restée peuple. Ceux-là travaillent, dissipent peu, et se battent pour la patrie, mais ils ne corrompent personne; ce sont là les étudiants qui étudient. Les autres, enfants gâtés comme leurs pères corrompus de vieille date, chassent de race sur les terres de la Faculté.

Maigres et fluets, épuisés non par leurs veilles, mais par des plaisirs au-dessus de leurs forces, corrupteurs de filles du peuple qui pourtant sortent vierges et souvent pures de leurs mains; ceux-là, infiniment petite fraction des écoles, font tant de bruit, qu'à leurs tumultueuses mais bien inoffensives démonstrations antipolitiques, on les prendrait pour l'école tout entière. En passant un quart d'heure à chaque club, ils ont l'air de représenter l'école à tous les clubs et de faire mettre à la porte l'école de tous les clubs; ils sont les étudiants du lendemain; c'est dégoûtant parce que cela n'est plus de notre époque. Mais le règne des tapageurs est passé avec Louis-Philippe et Orfila, le plus sot de ses préfets de police; le règne du bon sens, de la droite raison, du travail et des bonnes mœurs en a pris la place.

La classe laborieuse demande le respect envers tous et envers elle-même.

Nous invitons donc cette fraction minime de l'école à revenir à résipiscence, à ne pas compromettre la bonne école dans l'esprit des ouvriers; il en est encore temps, si elle ne veut pas se voir conspuée même par ses maîtres, qui sont un tant soit peu poltrons de leur nature.

Retour de Kersausic.

Kersausic est de retour à Paris. Toutes les lettres qu'il avait écrites de Naples ont sans doute été interceptées; car, depuis celle du 7 mars que sa sœur vient de recevoir, il a eu le temps de passer par Rome, la Lombardie, Gènes, et de s'y montrer utile à la cause de la liberté des peuples, comme toujours, partout où il a passé. Aucune de ses autres lettres, postérieures à la première, ne nous est encore parvenue.

La République, vous en voulez tous les principes; seulement vous avez peur des révolutions.

Les philosophes veulent la République; les chrétiens ne peuvent que la vouloir, à moins d'être en contradiction avec eux-mêmes. Quant aux juifs, nous, républicains, nous avons si bien défendu leurs droits, et eux ont toujours si bien attaqué les républicains, que nous sommes en peine de savoir s'ils sont franchement et par Moïse beaucoup enclins à la République, le cauchemar de ce squelette poli-

tique sieur Guizot que les juifs ont tant aimé. (A demain un paquebot de calomnies pour nous punir de cet outrage.)

Quoi qu'il en soit, la République que nous voulons est tracée en lettres de feu, dans les plus belles pages de l'Evangile; je ne connais pas d'hommes, dont j'aurais voulu être plus frère que des disciples divinement stoïques de Jésus. Je les aime aujourd'hui plus que jamais, tant ils étaient unis, bons, désintéressés et courageux défenseurs de leurs doctrines.

Eh bien, qui de vous n'adopte pas en théorie les doctrines évangéliques, doctrines d'après lesquelles la fortune est un dépôt et non un privilège; l'amour, le seul et unique mobile de nos actions; le pardon, notre vengeance; la vie, un devoir à remplir, et la mort, le terme de notre voyage?

Si donc vous êtes républicains comme nous, pourquoi donc boudez-vous à la République et cherchez-vous à l'affamer, au lieu de la seconder et de votre concours et de vos efforts? Si vous n'êtes pas républicains avec nous, c'est que vous n'êtes pas chrétiens, sauf, toutefois, à vous dire catholiques. Mais alors prenez garde que la colère du ciel ne vous punisse de votre imposture; et il sera peut-être trop tard alors, pour que nos prières puissent vous arracher du bras vengeur de Dieu.

Riches et banquiers, marchands du temple, ne jouez pas ainsi avec la misère publique; soyez bons, si vous voulez être sans crainte; il est de votre intérêt d'être bons et humains. Venez à nous en frères; coopérez à notre œuvre de régénération sociale. Ayez des entrailles, cela donne du courage. Que craint-on, quand on a bien fait?

Louis-Philippe, une fois revenu de sa panique, est retourné, son portefeuille sous le bras, à sa samarite de vieux prétendant. Il organise une police d'outre-mer, pour diffamer les républicains de France en France, pour corrompre de nouveau les corrompus, pour jeter la zizanie parmi les bien intentionnés, et pour pousser la République dans les difficultés préparatoires à une contre révolution. Nous invitons nos frères du peuple anglais à surveiller ce vieux misérable, au nom de la sainte cause du peuple, et, dès la première révolution anglaise, à mettre la main sur ses papiers, pour nous donner le mot de l'énigme de bien des choses.

La prochaine fois nous donnerons aux patriotes anglais une commission nouvelle.

Élections pour l'Assemblée nationale.

Paris possède depuis longtemps un assez grand nombre de comités électoraux; l'arrondissement de Saint-Denis en possède un pour sa circonscription électorale; jusqu'à présent l'arrondissement de Sceaux en est complètement dépourvu.

Les citoyens soussignés ont l'honneur de proposer à toutes les communes de l'arrondissement, de nommer cinq délégués par commune, pour la formation d'un comité électoral démocratique, chargé d'entendre les candidats appartenant à l'arrondissement de Sceaux, et de désigner parmi eux ceux qu'ils jugeront capables de représenter à l'Assemblée les intérêts matériels et moraux de notre belle patrie.

La réunion des délégués aurait lieu lundi 5 avril, à deux heures, à la chaussée du Maine, dans les salons de Tonnelier.

Salut et fraternité.

F. V. RASPAIL; GAILLARD, doct.-méd.;
GÉRARD; habitants de Montrouge.

Du Gouvernement de tous ou de la République, sans anarchie, sans déchirements et sans factions; par le citoyen Auguste CAUNES. In-8°, de 32 pages. Prix: 40 cent.

C'est un ancien républicain que le citoyen Caunes; et il est logicien en droite ligne et sans regarder autour de lui. Il n'aurait pas ménagé Louis-Philippe, s'il l'avait trouvé sur son chemin; mais nous préférons qu'il ne l'ait pas trouvé; car la fuite tue un roi plus que la mort; mais à part ce petit différend, sur tous les autres points nous ne pouvons que recommander aux républicains la lecture de la brochure du citoyen Caunes. Cependant l'argent que donne en France le fils de l'Égalité pourrait bien faire pencher la balance en faveur de l'opinion du père Caunes, auprès de certains esprits.